

mes politiques pouvaient leur envier.

D'ailleurs bon nombre de ces dirigeants avaient déjà fait leurs premières armes dans la politique, notamment au P.D.P. A côté des noms de Bidault et de Robert Schuman, il faut citer ceux de P. H. Teitgen, Robert Lecourt (aujourd'hui membre du Conseil Constitutionnel), Jean Letourneau, Paul Coste-Floret, Robert Bichet, François de Menthon, qui furent ministres, Germaine Peyroles (vice-présidente de l'Assemblée Nationale), Germaine Poinso-Chapuis (une des premières femmes ministres), sans oublier le Rapporteur Général du Budget pendant de longues années, Charles Barangé (ancien militant syndicaliste C.G.T. de la fonction publique).

La vérité sur la disparition du M.R.P. ? Elle tient en trois points

— La novation, que voulait le M.R.P., supposait une éducation politique et civique non seulement de ses militants, ce qui fut fait, mais aussi de la grande masse des sympathisants, ce qui fut plus difficile, les dirigeants étant absorbés par les tâches quotidiennes des Gouvernements auxquels ils participaient. Il eut fallu davantage expliquer : «l'Aube» n'y suffisait pas. L'évolution politique d'une opinion publique est une oeuvre de longue haleine, presque de génération.

— «La déception». C'est avec ce mot que l'on a tué le M.R.P. L'apparition du M.R.P., l'ampleur de ses succès ont au début suscité beaucoup d'espoirs, mais cela ne faisait pas l'affaire des vieux partis, de gauche et de droite. Pour eux, le bon jeu politique, c'est la droite et la gauche. N'est-ce pas Guy Mollet qui, parlant du M.R.P., disait : «ce parti qui ne devrait pas exister». C'est encore ce que nous vivons aujourd'hui. Le M.R.P. était un trouble-fête, il fallait l'abattre.

Au lendemain de la Libération, chacun espérait un renouveau, pensant que le M.R.P., par un coup de baguette magique, allait transformer toutes choses en peu de temps, comme si l'évolution sociale, économique et psychologique d'un pays ne devait pas être le résultat d'une action progressive, lente et continue. Aujourd'hui il faut aller vite : malheureusement rien de solide ne se fait sans la durée.

C'est bien ce qui se passe actuellement pour les «déçus du socialisme», qui pensaient très honnêtement que tout allait changer pour eux avec l'avènement de la gauche au pouvoir.

— Enfin le mode de scrutin, le retour

(suite à la page 7)

Lettre de Jean Coville

A MONSIEUR NOEL COPIN

Monsieur le Rédacteur en Chef,

Puisque vous me faites depuis quelques jours le service de votre journal, j'ai pu lire dans le numéro du 4 janvier, sous la signature de Jacques-Yves Bellay, une revue d'événements marquants de l'année 1984. Il est naturel que le choix de tels événements comporte une part de subjectivité. Encore faut-il ne pas trop malmener la vérité objective.

C'est le cas lorsqu'est mentionnée avec éloge une émission télévisée qualifiée de «série courageuse et lucide d'Henri de Turenne consacrée à l'Indochine».

Connaissant bien le sujet, je dois à la vérité d'affirmer que cette émission a présenté une image scandaleusement déformée de la colonisation française en Indochine.

Ayant été pendant 20 ans administrateur dans ce pays, puis pendant 12 ans chef de service à l'Assemblée de l'Union Française, je n'ai aucun mérite à mieux connaître le sujet que l'auteur de cet article. Mais ayant été pendant quelques années chef du service de presse de l'assemblée précitée j'ai gardé pour votre journal une estime qui me fait déplorer un manquement aussi grave à la vérité.

Veillez trouver ci-joints sur ce sujet deux articles parus dans le bulletin de l'Amicale du M.R.P., qui réunit de nombreux parlementaires actuels ou anciens, ainsi que des militants ou sympathisants de ce parti.

Cette référence me conduit à vous donner en outre mon appréciation sur l'article de François Bazin, paru dans «La Croix» du 28 Novembre, accompagné de 4 déclarations d'Alfred Coste-Floret, Philippe Farine, Maurice Schumann et Jean Fonteneau, à propos du quarantième anniversaire de la fondation du M.R.P.

Mon ami Louis Bour, ancien député de la Seine, vous a adressé à ce sujet une lettre qui, je l'espère, a retenu votre attention. A ses très pertinentes observations j'ajoute les suivantes.

Il est tout à fait inexact de prétendre que le courant politique, représenté par le M.R.P., a disparu. Il se poursuit, très vivant et très actif, dans le C.D.S.

Permettez moi de souligner à ce propos combien la présentation des 4 déclarations ci-dessus, pouvant donner à penser au lecteur peu averti que les anciens militants du M.R.P. se sont

dispersés en nombre plus ou moins égal dans 4 directions différentes, est éloignée de la vérité.

Ayant été pendant de nombreuses années Secrétaire Général de la Fédération de la Seine du M.R.P. et ayant pris une part active à la naissance du Centre Démocrate dans la Région Parisienne, je puis attester que la très grande majorité des anciens militants du M.R.P. a adhéré au Centre Démocrate dans cette région et plus encore en province. Seul un nombre très faible de ces militants a adhéré, soit au parti socialiste, soit au R.P.F. devenu le R.P.R.

Par contre le Centre Démocrate a attiré à lui des militants et des élus venant d'autres formations politiques que le M.R.P. et qui se sont ralliés à une doctrine qui est la même que celle qui avait été propagée et soutenue autrefois par le M.R.P., ce qui est la preuve de sa vigueur et de sa permanence.

Le 19 janvier prochain se tiendra un banquet destiné à rappeler le souvenir de la fondation du M.R.P. Plusieurs de ses anciens dirigeants y seront présents et y prendront la parole.

Si vous désirez assister à ce banquet, il vous suffit de me le faire savoir : je vous adresserai une invitation.

Enfin, pour le cas où vous seriez tenté d'approuver la position gouvernementale à propos de la Nouvelle Calédonie, je crois utile de vous communiquer sous ce pli une correspondance relative à ce qui s'est passé dans des cas semblables.

Dans le cas de l'île Mayotte, c'est le courage sans défaillance des habitants de l'île qui a fait obstacle à un honteux reniement.

On ne voit pas approcher le moment où la Russie restituera la Sibérie aux Sibériens, l'Afghanistan aux Afghans, la Pologne aux Polonais etc ...

Par contre on voit très bien que certains Français veulent «brader» encore quelques îles découvertes par nos navigateurs et dont les populations nous font confiance.

Soljenitsine a raison : certains en Occident ne croient plus en ses valeurs; c'est ce qui fait la force des dictatures en tous genres.

Soyez assuré que dans le modeste bulletin de notre amicale nous lutterons avec vigueur contre cette funeste tendance.